



FUKUSHIMA, UN AN APRES

Jean-Marie Bouissou*

Kizuna : « le lien ». La relation entre les gens. C'est l'idéogramme que les Japonais ont choisi, comme ils le font à la fin de chaque année, pour caractériser 2011. Pas « séisme », ni « tsunami », ni « radiations », mais un mot qui évoque la chaleur d'être ensemble dans l'épreuve. Les marques de luxe constatent que l'on n'a jamais vendu autant de bagues et d'alliances dans l'archipel. Mais qu'y a-t-il derrière ce choix. Est-ce espérance ou nostalgie ? Les Japonais ont-ils choisi *kizuna* pour se réjouir d'avoir vu la solidarité à l'œuvre, ou pour regretter qu'elle ne le soit pas assez ?

Une autre expression est apparue pour parler du cataclysme. *Dai san no haisen* : « la troisième grande défaite ». La première a été l'irruption brutale des canonnières occidentales dans l'archipel en 1853. La deuxième, la défaite de 1945. Après chacune, le Japon a mobilisé une formidable énergie collective pour rebondir plus haut. En y faisant référence, les Japonais pensent-ils au drame ou au rebond ?

A l'ère Meiji, puis au lendemain de la défaite, l'énergie nationale a été mobilisée et organisée par des dirigeants forts, et parfois visionnaires. Depuis le 11 mars, Xavier Mellet montre comment ceux qui gouvernent aujourd'hui n'ont su ni rassembler, ni rassurer la nation. L'opposition, menée par le vieux Parti libéral démocrate (PLD, conservateur) et qui tient le Sénat, a bien accepté de voter les enveloppes budgétaires exceptionnelles pour la reconstruction des zones dévastées. Comment aurait-elle pu y faire obstacle ? Mais en échange, elle a marchandé pied à pied l'abandon des mesures les plus populaires du programme du Parti démocrate japonais (PDJ, centre gauche), au pouvoir depuis les législatives de 2009. Le PLD a rejeté tous les appels à constituer un gouvernement d'union nationale, préférant dénoncer à tout propos la manière dont le gouvernement fait face à la crise, et exigeant des élections anticipées, qui ne semblent pourtant pas être une priorité dans les circonstances que vit le pays. Les divisions et la mauvaise foi sont partout. Le PDJ se déchire furieusement en querelles de personnes et d'ambitions, et le PLD, afin d'obtenir une dissolution de la Chambre basse, s'est opposé bec et ongles à l'augmentation de la taxe à la consommation qu'il prônait hier, alors que la dette publique dépasse 220% du PIB et que plus de la moitié du budget est financé par l'emprunt. Mais, comme le montre Toru Yoshida, ce qui semble être l'incapacité politique du Japon à faire face à la crise procède de causes structurelles, bien au-delà des qualités et défauts personnels de ses dirigeants, ou de l'incapacité des partis à dépasser leurs intérêts de court terme.

Les médias servent bien mal la cohésion nationale. Entre 2007 et 2011, ils ont précipité en enfer cinq Premiers ministres, dont aucun n'a résisté plus de quinze mois à l'hallali que sonnent la presse et la télévision unanimes dès qu'elles sentent « l'odeur du sang » (en général, quand la cote de popularité du gouvernement tombe autour de 25%). Les médias japonais affichent pourtant leur neutralité politique. Ils visent simplement à ratisser au plus large, ce qui permet au plus puissant quotidien de tirer à quelques treize millions d'exemplaires. Dans cette course à l'audience, rien ne vaut la posture de dénonciation et la mise en scène d'un dossier, quel qu'il soit, transformé en feuilleton. Une donation politique

impropre pour l'équivalent d'à peine deux cents euros, une phrase ou un geste malheureux suffisent à déclencher le lynchage médiatique d'un ministre, dont la prompte démission conforte les médias dans le sentiment gratifiant de leur puissance.

La place prise par les médias est une donnée incontournable de la démocratie. On doit déplorer les excès de l'esprit partisan dont ils font parfois preuve, les facilités de la « peopolisation », ou la domestication à laquelle ils peuvent être soumis ici et là. Au Japon, la grande presse et les chaînes de télévisions qui lui sont liées échappent pour l'essentiel à ces travers. Pourtant et comme le montre Guibourg Delamotte dans sa contribution à ce dossier, privilégier la forme spectaculaire de la vie politique aux dépens du fond contribue à la fragilité des gouvernements qui mine le pays depuis deux décennies, à une crise économique et sociale que les conséquences du 11 mars risquent d'aggraver comme au risque d'affaiblir la démocratie dans une région où elle est confrontée à un formidable ennemi: un régime chinois autoritaire à la réussite éclatante...

Un autre mauvais service à la démocratie est la manière dont les médias, à peu d'exceptions près, travaillent à brouiller et étouffer le débat national sur le nucléaire - évoqué dans ce dossier par Mathieu Gaulène - alors même que la catastrophe de Fukushima permet d'affirmer qu'il est « une question de vie ou de mort » et qu'une majorité massive de la population est aujourd'hui favorable à la sortie du nucléaire. A cet égard, la liste des articles publiés par le *Yomiuri*, premier des quotidiens nationaux, dans les deux semaines qui ont précédé le premier anniversaire du 11 mars est significative – voire caricaturale : sur les dix-sept articles de la série « One year after the disaster », qui présente un état des lieux des zones sinistrées, un seul évoque des initiatives en faveur de nouvelles formes d'énergie ; une série de neuf autres intitulée « Revitalizing Japan » n'évoque à aucun moment la question du nucléaire ; pas un mot non plus dans la série de cinq articles parus le 11 mars même sous le titre « March 11. One year on ». Dans la trentaine d'autres articles publiés dans le même temps, le quotidien critique l'action du gouvernement, rend compte du sort

des sinistrés, loue le travail des volontaires et signale qu'un groupe de rescapés du désastre a envoyé à l'empereur ses vœux de prompt rétablissement après son opération ; trois autres présentent sous un jour favorable les efforts de TEPCO (Tokyo Electric Power C°, l'opérateur de la centrale de Fukushima), et un autre suggère que l'irradiation des populations ne serait pas si grave qu'on veut bien le dire... mais pas un n'évoque la moindre action des mouvements antinucléaires, ni ne revient sur les termes du débat autour de la sortie du nucléaire.

L'opinion est désabusée. Un lourd discrédit frappe la classe politique – au point que le *Yomiuri*, toujours lui, en même temps que ses séries sur les conséquences du 11 mars, en publiait une autre sur le problème des déficiences du leadership au Japon. Les médias ne peuvent guère servir de guide, et sont très généralement soupçonnés de mentir sur Fukushima. La réputation d'excellence des grandes entreprises a été ruinée par les turpitudes de TEPCO, et celle de l'administration parce qu'elle les a couvertes. Tous ces piliers de la confiance nationale étaient minés par la crise. Le séisme les a effondrés.

Pourtant, les Japonais font face à la tâche titanesque de la reconstruction avec toutes les qualités qu'on leur connaît. Partout dans les régions dévastées, les camions déversent d'énormes bennes de débris en vrac. Des pelles mécaniques séparent le bois, la ferraille, les gravats, le plastique. Puis des hommes ratissent finement les déchets, récupérant tout ce qui peut constituer un souvenir, une marque d'identification. Ténacité, organisation, minutie que rien ne décourage... c'est le Japon dans son meilleur rôle. Mais le *kizuna* ? Les régions sinistrées, qui doivent traiter vingt millions de tonnes de débris (ou le double ?), ont demandé aux autres de les y aider. Prétextant le risque de contamination radioactive, alors qu'il s'agit de débris laissés par le séisme et le tsunami dans des régions qui n'ont jamais été irradiées, la majorité des préfectures de l'archipel ont manifesté la plus grande réticence.

L'idée qu'un grand bien peut sortir de ce drame est souvent évoquée. Le parc nucléaire qui fournissait au Japon 30% de son énergie est aujourd'hui totalement à l'arrêt. Cette expérience en fera-t-elle le modèle d'un avenir non-nucléaire pour la planète ? Les zones dévastées sont de véritables tables rases qui pourraient devenir le laboratoire d'un urbanisme aux normes écologiques les plus avancées, utilisant massivement les énergies renouvelables, faisant l'usage le plus rationnel de l'espace, et préservant la nature jusqu'au cœur des villes ? Une occasion unique s'offre au Japon de devenir un exemple pour le monde. Les autorités et l'opinion en ont conscience. Mais celle-ci résistera-t-elle à l'urgence de rendre au plus vite un toit aux sinistrés, aux contraintes budgétaires et à la faiblesse des moyens légaux qui permettraient à l'Etat d'imposer ses vues sur l'aménagement du foncier ? Encore une question sans réponse...

L'après-Fukushima est placé sous le signe de l'incertitude et du non-dit. Sous l'archipel, les plaques tectoniques ébranlées il y a un an n'en finissent pas de se remettre en place. Le processus prendra des décennies, et nul ne peut prédire ce qu'il en adviendra. Ainsi en est-il aussi de la société japonaise. Jusqu'après 2050, elle vivra sous l'ombre de Fukushima, où les autorités estiment qu'il faudra au moins quarante ans pour sécuriser et démanteler la centrale sinistrée, et réhabiliter les zones évacuées...

***Jean-Marie Bouissou, spécialiste du Japon contemporain, est directeur de recherche au CERI, maître de conférences à Sciences Po, professeur au Centre Franco-japonais de Management (Université Rennes-1), et directeur de collection aux éditions Philippe Picquier. Derniers ouvrages parus : *Le Japon contemporain* (Fayard, 2007 – direction d'ouvrage), *Manga. Histoire et univers de la bande dessinée japonaise* (2010, Ph. Picquier)**